

France : 900.000 personnes sans logement, 2,8 millions mal-logées

En France, en 2020, la situation des personnes pauvres ne s'est guère améliorée. La Fondation Abbé Pierre, qui publie chaque année son rapport sur le mal logement, pointe du doigt le fait que quasiment 4 millions de personnes dans l'Hexagone se retrouvent sans logement ou en situation de logement très précaire. Et le gouvernement en prend pour son grade au passage.

143.000 SDF en France, et ce n'est pas le pire

Les chiffres du 25ème rapport sur « l'état du mal-logement en France » sont éloquentes : il y aurait 143.000 SDF dans l'Hexagone. Du moins, ce n'est qu'une estimation car ce chiffre est très difficilement fiable malgré le travail des associations. 25.000 personnes habitent en chambres d'hôtel car elles n'ont pas de logement personnel, 91.000 vivent dans des logements de fortune et 643.000 chez des tiers par la force des choses. En France, en 2020, 902.000 personnes n'ont donc pas de logement personnel.

À ceux-là s'ajoute un autre fléau, encore plus répandu : le mal-logement que la Fondation appelle « logement très difficile ». 2,09 millions de personnes sont privées de confort et, en y ajoutant les gens du voyage avec de mauvaises conditions d'habitation et les travailleurs migrants, on atteint ce chiffre : 3,953 millions de personnes sont dans une situation de mal-logement ou n'ont pas de logement personnel, en France, en 2020.

Et ça continue : 12,1 millions de personnes sont « fragilisées par rapport au logement » selon la Fondation, que ce soit parce qu'elles sont en situation de précarité énergétique, en situation de loyers impayés ou parce qu'elles ont du mal à payer les loyers et les charges.

Les riches toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres

Dans son rapport, la Fondation Abbé Pierre ne se prive pas de tacler le gouvernement, notamment sur les cadeaux que ce dernier a fait aux plus riches. Ainsi, les 10% les plus riches ont touché le gros lot et capté, à eux seuls, plus d'un tiers des annonces gouvernementales sur les impôts et le pouvoir d'achat, notamment par la suppression de l'ISF. Chez certains ménages, ce gain a atteint plus de 23.000 euros par an.

Inversement, les ménages les plus pauvres ont été oubliés : les 10% les moins aisés ont gagné 33 euros par an grâce au gouvernement, un montant dérisoire qui tombe à 11 euros chez les 5% les plus pauvres de France.

La Fondation rappelle également la baisse des APL votée en 2018 qui a privé de 5 euros par mois, soit 60 euros par an, les bénéficiaires alors que les APL sont attribuées sous conditions de revenus. Pour la Fondation, c'est simple : cette mesure a permis d'économiser 400 millions d'euros par an sur le dos des plus pauvres.